

APERÇU CONCERNANT L'ACCEPTATION PAR LE PUBLIC DE L'UTILISATION DES DONNÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Présentation aux comités mixtes

Le 26 octobre 2021

CITOYENS
en tête

OPTIMISÉ PAR



L'Institut des
services axés sur
les citoyens

Citizen
FIRST

POWERED BY



Institute for
Citizen-Centred
Service

DAVIS PIER

Contexte de la présentation d'aujourd'hui

On a demandé au Groupe de travail sur le renseignement fondé sur les données de mener des recherches en vue de mieux comprendre l'acceptation par les citoyens de l'utilisation de leurs données par le gouvernement (renseignements personnels).



- De nombreux citoyens fournissent des renseignements sans savoir qui les utilise, ou comment et où on les utilise.
 - Cela s'applique surtout aux populations marginalisées et vulnérables.
- Le gouvernement ne peut concevoir des services plus efficaces et axés sur l'utilisateur sans connaître le niveau d'acceptation par un citoyen quant à l'utilisation de ses données par le gouvernement.
- Le présent rapport semble davantage porter sur l'utilisation des données pour les canaux numériques, mais il se doit toujours de rendre les services accessibles aussi à ceux qui ne disposent pas d'accès en ligne ou d'accès numérique.
- Le rapport met l'accent sur les niveaux d'acceptation par les **citoyens** quant à l'échange de données, en vue de permettre le développement de services plus nombreux et de meilleure qualité dans l'ensemble des administrations publiques au Canada.

Il présente des perspectives visant à fournir le matériel de base pour un projet futur, en vue d'étudier et de décrire les options possibles pour surmonter les obstacles législatifs, stratégiques et de partage de données avec la prestation intégrée et transparente des services.

Ordre du jour



Approche

Geographic Insights Scan

- On a mené des consultations auprès des administrations canadiennes et internationales au sujet de leurs approches, en vue de comprendre et de traiter la question d'acceptation par le public du partage et de l'utilisation des données et des renseignements personnels.
- Cela comprenait des consultations directes avec 5 *commissaires provinciaux à l'information et à la protection des renseignements personnels*, 12 *bureaux de l'information, de l'accès et de la protection des renseignements personnels*, 2 municipalités, 2 bureaux du dirigeant principal du numérique (DPM) pour le gouvernement, et des sondages auprès de 5 bureaux du DPM.

Literature Review

- On a fait un examen de la recherche universitaire et de la littérature grise sur l'acceptation et la confiance du public à l'égard de l'utilisation des données par le gouvernement pour la prestation de services gouvernementaux.
- Les sources comprenaient une gamme de bibliothèques électroniques, y compris *Science Direct*, *Springer Link*, *SAGE Journals*, *ScienceOpen*, *Social Science Research Network* et *Journal Storage*, ainsi que *Google Scholar*.

Overview of Key Legislation

- On a mené une analyse législative des lois fédérales, provinciales, territoriales et municipales au Canada, ainsi qu'une analyse législative d'autres approches juridictionnelles (plus précisément, celles des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Estonie et d'Australie).
- On a fait un examen des principales lois canadiennes et internationales régissant la protection des renseignements personnels, et planifié des changements visant à faciliter un meilleur partage des données.

Principaux points de vue | **Analyse des perspectives géographiques**

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :

**Sensibilisation du
gouvernement à l'acceptation
du public**



**Questions les plus
préoccupantes pour le
public**



**Changement du
niveau d'acceptation
par le public**



**Tendances
géographiques**



**Obstacles au partage de
données**



**Services en ligne conduits par une
identité numérique sûre et
sécurisée**

Principaux points de vue | Analyse des perspectives géographiques

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :



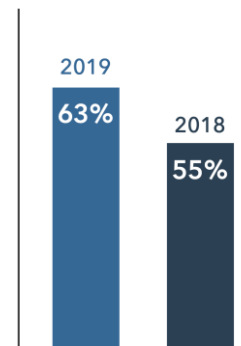
Sensibilisation du gouvernement à l'acceptation du public

- La plupart des administrations ne surveillent pas officiellement les perceptions de l'utilisation des données. Cela dit, la plupart des administrations recueillent des renseignements sur les perceptions du public à partir d'un éventail de sources différentes.
- Les consultations auprès du public sont habituellement dictées par des projets ou des initiatives spécifiques.

ÉCHANTILLON TIRÉ DU RAPPORT :

La **Colombie-Britannique** a mené des consultations publiques périodiques au cours des dernières années, portant sur l'utilisation des renseignements personnels par le gouvernement :

- **Été 2021** : On a invité les Britanno-Colombiens à donner leur avis sur les lois provinciales de protection de la vie privée dans le secteur public, en lien avec la résidence des données, les droits et d'autres questions.
- **Été 2021** : On a organisé une participation ciblée des intervenants et des titulaires de droits, en lien avec la collecte par le gouvernement de données fondées sur la race.
- **Automne 2019** : On a tenu une table ronde des citoyens organisée autour de l'utilisation par le gouvernement des renseignements personnels liés à la santé (facilitée par PopData BC)
- **Année 2018** : On a invité les Britanno-Colombiens à fournir des commentaires en vue d'aider le gouvernement à façonner ses prochaines étapes en lien avec la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (LAIPVP).



63 %
des répondants

se sentir confiant quant au fait que le gouvernement fédéral respecte leur vie privée

(en hausse par rapport à 2018)

Source : Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, *Sondage auprès des Canadiens sur les questions relatives à la protection de la vie privée de 2020-2021*.

Principaux points de vue | Analyse des perspectives géographiques

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :

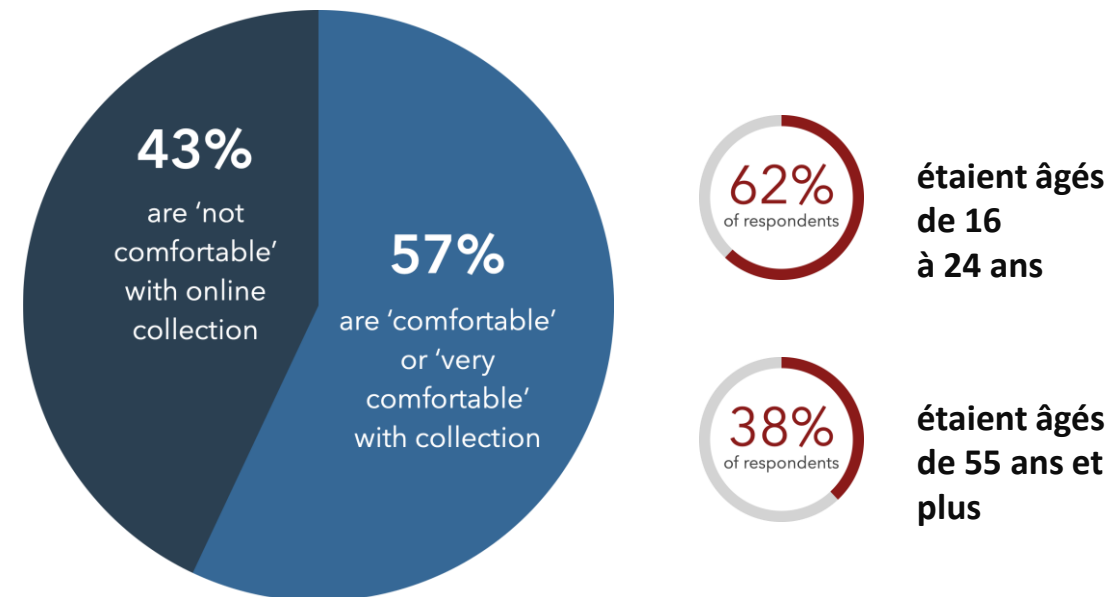


Questions les plus préoccupantes

- La perception selon laquelle le gouvernement utilise l'information publique à des fins secondaires non divulguées.
- Frustration de devoir fournir les mêmes renseignements plusieurs fois.
- Autre sujet de préoccupation : Gestion des données, confiance et responsabilisation, technologie de reconnaissance faciale et pandémie de la COVID-19.

ÉCHANTILLON TIRÉ DU RAPPORT :

Niveau de confort des Canadiens à l'égard de la collecte de renseignements en ligne



Source : Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, *Sondage auprès des Canadiens sur les questions relatives à la protection de la vie privée de 2020-2021*

Principaux points de vue | Analyse des perspectives géographiques

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :

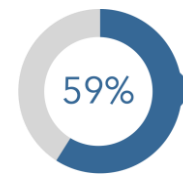


Changement du niveau d'acceptation par le public

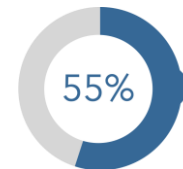
- La pandémie de la COVID-19 a eu des répercussions sur les perceptions, balançant entre l'acceptation accrue de l'utilisation des données par le gouvernement et une diminution de la confiance envers le gouvernement (dans l'ensemble).

ÉCHANTILLON TIRÉ DU RAPPORT :

Protection des renseignements personnels à l'époque actuelle par rapport à la période d'avant la COVID-19

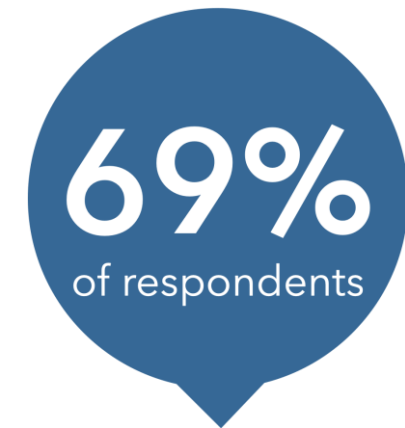


du Canada atlantique



de l'Ontario

...sont susceptibles d'être **plus préoccupés** par la protection des renseignements personnels à l'époque actuelle qu'ils ne l'étaient avant la pandémie de la COVID-19.



...ont déclaré que leurs opinions sur la protection de la vie privée et des renseignements personnels **n'ont pas changé** depuis le début de la pandémie.

Source : Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, *Sondage auprès des Canadiens sur les questions relatives à la protection de la vie privée de 2020-2021.*

Principaux points de vue | Analyse des perspectives géographiques

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :



Tendances géographiques

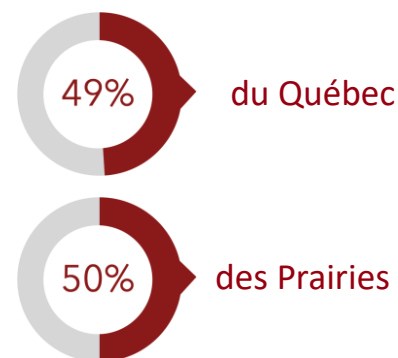
- Les bureaux de Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et Programme des affectations internationales ont des préoccupations qui varient d'un pays à l'autre (par exemple, renseignement artificiel, utilisation des données intégrées privée, surveillance).
- L'intérêt du public à l'égard de la protection des renseignements personnels a augmenté dans l'ensemble du pays, au cours des dernières années (appuyé par les réponses à la COVID-19).

ÉCHANTILLON TIRÉ DU RAPPORT :

Ontario

- La souveraineté des données autochtones a toujours été une préoccupation qu'on soulève pour ce qui est de l'utilisation de l'information publique – ou même de données agrégées – visant à appuyer la prestation de services.
- Les populations qui ont été historiquement exclues ou visées négativement étaient préoccupées par les effets de la prise de décisions automatisée.
- En Ontario, une autorité responsable des données qui suit les lignes directrices du Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations est en cours de création en vue de superviser la collecte et l'utilisation des données.
- Cela aidera à faire en sorte que les technologies axées sur les données profitent aux populations autochtones.

Sensibilisation à la communication de renseignements personnels



...sont susceptibles de prendre davantage conscience du moment où on leur demande de fournir des renseignements personnels.

Source : Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, *Sondage auprès des Canadiens sur les questions relatives à la protection de la vie privée de 2020-2021.*

Principaux points de vue | **Passeport vaccinal**

Perceptions des Canadiens au sujet du passeport vaccinal



- 74 %** Ont appuyé l'utilisation du passeport vaccinal pour visiter les foyers pour les personnes âgées.
- 72 %** Ont appuyé l'utilisation du passeport vaccinal pour des besoins de voyage en avion.
- 66 %** Ont appuyé l'utilisation du passeport vaccinal pour des activités comme assister à des concerts.

Le suivi des contacts et la mise en place du passeport vaccinal ont fourni des outils incroyables à la santé publique dans ses efforts déployés au niveau de la poursuite et du suivi de la propagation de la COVID-19, ainsi que dans la réduction de cette dernière au minimum possible.

Néanmoins, ces ressources reposaient sur la collecte et le partage de données du gouvernement. Par conséquent, la réponse du public et les niveaux d'acceptation permettent de mieux comprendre quand et pourquoi le public est à l'aise avec l'échange de données.

Source : Simpson, S. (2021). *Majority of Canadians Support Vaccine Passports for Variety of Indoor and Outdoor Activities*, Toronto: Ipsos Public Affairs.

Principaux points de vue | Analyse des perspectives géographiques

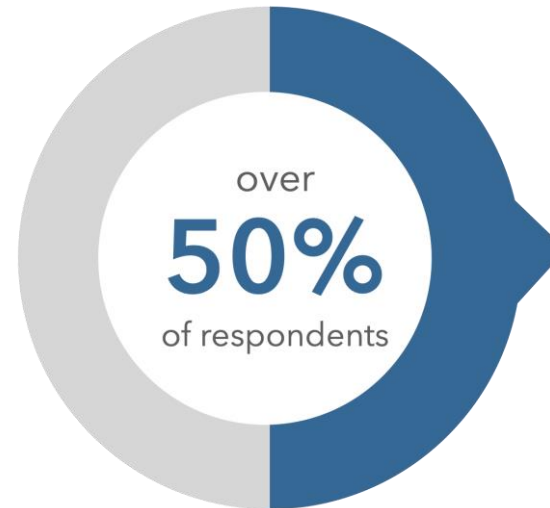
Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :



Obstacles au partage de données

- On a observé des difficultés à établir des initiatives de partage de données au sein du gouvernement (aux niveaux provincial, territorial et municipal).
- La volonté politique est essentielle au succès des initiatives de données ouvertes.
- Les gouvernements ne sont pas d'accord sur la façon de réglementer les pratiques de données des entreprises privées. Un consensus et un cadre sont donc nécessaires.

ÉCHANTILLON TIRÉ DU RAPPORT :



n'étaient **pas au courant** de l'existence d'un ministère ou d'un organisme provincial qui surveille officiellement l'acceptation par le grand public de l'utilisation des données par le gouvernement.

Source : Consultations auprès des intervenants du projet

Principaux points de vue | Analyse des perspectives géographiques

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :

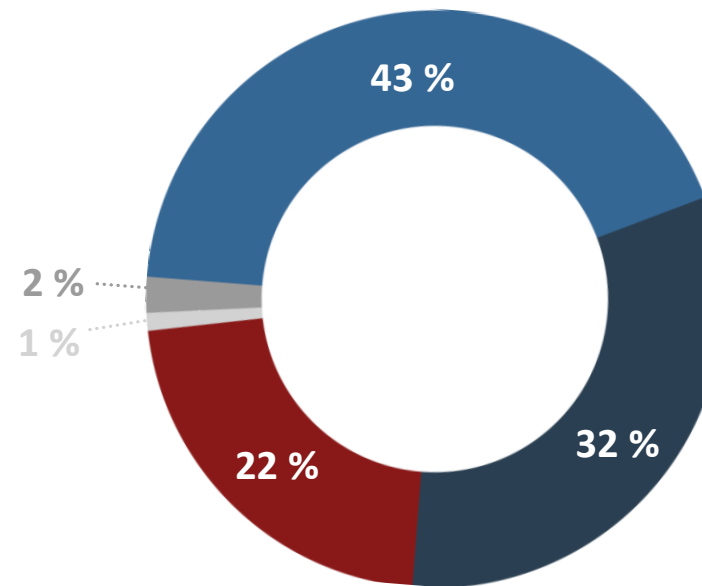


Services en ligne conduits par une identité numérique sûre et sécurisée

- Le Secrétariat du Conseil du Trésor a travaillé avec les gouvernements PT à l'élaboration d'un cadre pancanadien de confiance et à la compréhension des risques liés à la mise en œuvre d'éléments comme les systèmes de décisions automatisés.
- ON, QC, C.-B. (bientôt SK) permettent aux banques canadiennes d'agir comme vérificatrices d'identité.
- 3 millions d'Australiens et la moitié des entreprises australiennes utilisent l'identité numérique.
- Le Bureau de la transformation numérique contribue à tirer parti de l'identité numérique pour la prestation des services.
- Le Royaume-Uni a publié un cadre de confiance pour l'identité et les attributs numériques afin d'aider à favoriser les services axés sur l'identité numérique.

ÉCHANTILLON TIRÉ DU RAPPORT :

Les trois quarts des Canadiens croient que la COVID-19 a rendu plus important le fait d'avoir une carte d'identité numérique (seulement une petite minorité jugeait que cela était moins important)



- Beaucoup plus important
- Un peu plus important
- Pas plus ou moins important
- Un peu moins important
- Beaucoup moins important

75 %
ont dit que c'était
beaucoup plus
important ou **un peu**
plus important

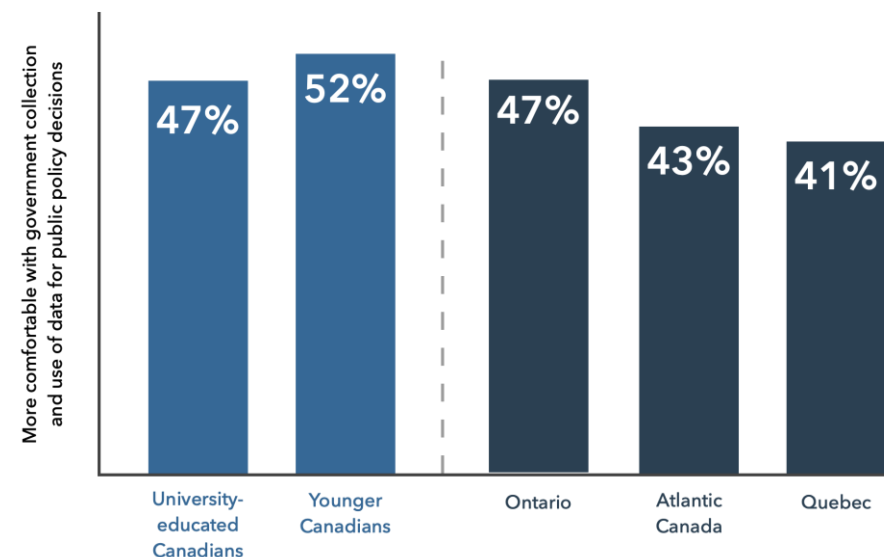
Source : DIACC Canadian Digital Identity Research 2020

Principaux points de vue | Analyse documentaire

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :

- La confiance du public à l'égard de l'utilisation des données du gouvernement canadien varie considérablement selon l'objectif ou l'avantage du partage des données :
 - Niveau d'acceptation plus élevé lorsqu'il s'agit de déceler la fraude et de prendre des décisions stratégiques;
 - Niveaux inférieurs lors de l'utilisation de données pour la collecte de renseignements.
- Des études qualitatives en Ontario et en Colombie-Britannique ont fait état de préoccupations au sujet des résultats négatifs ou de l'utilisation abusive de données, particulièrement pour les membres vulnérables de la communauté, y compris les LGBTQ et les populations autochtones.

« Je suis à l'aise avec la collecte et l'utilisation de données par le gouvernement pour prendre des décisions d'intérêt public. »



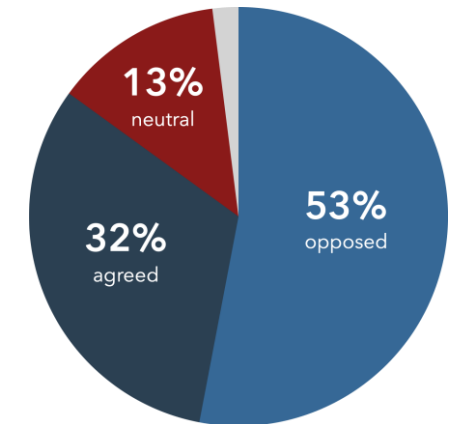
Le Sondage auprès des Canadiens sur les enjeux liés à la protection de la vie privée de 2020-2021 mené par le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada a révélé ce qui suit :

- Les jeunes Canadiens ayant fait des études universitaires étaient plus à l'aise avec la collecte et l'utilisation de données par le gouvernement pour prendre des décisions d'intérêt public.
- Ces points de vue étaient également plus importants chez les répondants de l'Ontario, du Canada atlantique et du Québec.

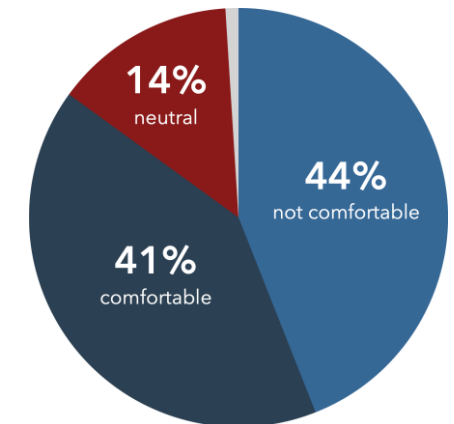
Principaux points de vue | Analyse documentaire (suite)



Le gouvernement devrait-il recueillir et utiliser les renseignements personnels des citoyens à des fins de collecte de renseignements?



Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise avec le fait que le gouvernement recueille des renseignements personnels auprès des institutions financières pour prendre des décisions économiques?



Source : Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, Sondage auprès des Canadiens sur les questions relatives à la protection de la vie privée de 2020-2021.

Principaux points de vue | Analyse documentaire (suite)

Les consultations et les recherches menées en ligne ont permis de dégager les points de vue suivants :

● Le Canada par rapport au reste du monde :

- Les Canadiens sont moins enclins à appuyer le partage de données par le gouvernement que les citoyens du Royaume-Uni

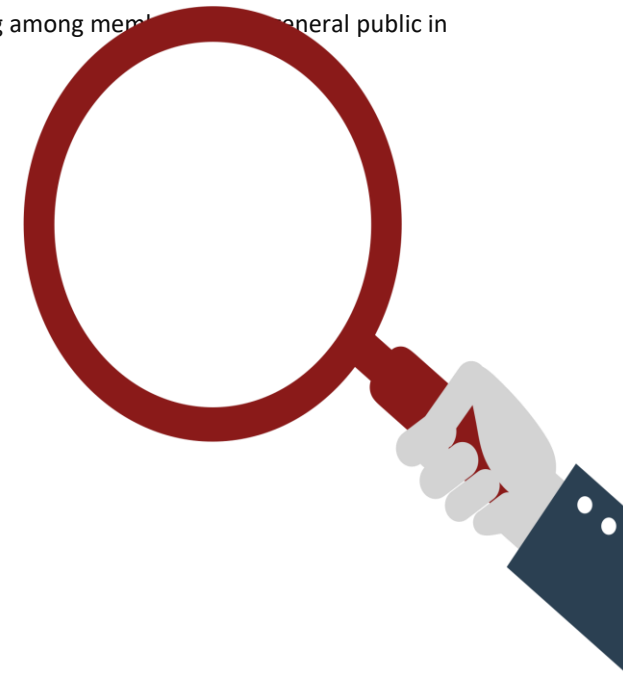
(Source : Savic-Kallescoe, S., Middleton, A., et Milne, R. (2021). Public Trust and Genomic Medicine in Canada and the UK. Wellcome Open Research, 6, 124.)

- Les Canadiens ont moins confiance dans l'utilisation et le partage des données par le gouvernement que les citoyens d'Australie et ceux des États-Unis

(Source : Milne, R., Morley, K. I., Howard, H., Niemiec, E., Nicol, D., Chritchley, C., . . . Middleton, A. (2019). Trust in genomic data sharing among members of the general public in the UK, USA, Canada and Australia. Human Genetics, 138, 1237-1246.)

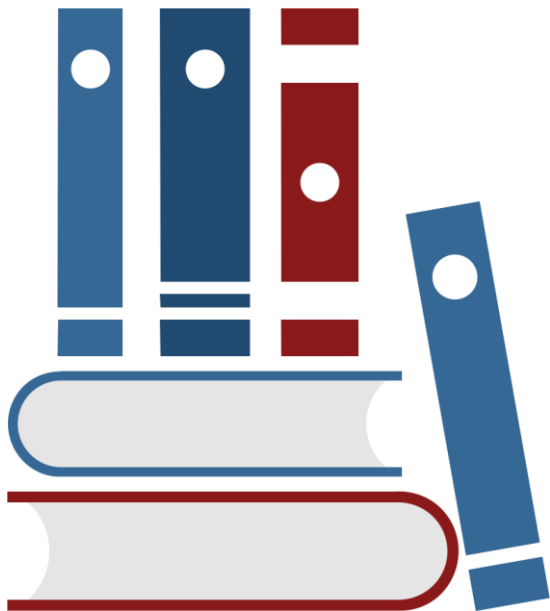
● *Théorie du calcul de la protection des renseignements personnels* – en pratique : Les individus approuvent le partage de renseignements personnels s'ils s'attendent à ce que les avantages positifs l'emportent sur les résultats négatifs (c'est-à-dire la recherche des contacts pour la COVID-19).

● Des lacunes importantes en matière de recherche existent dans les régions géographiques et les groupes démographiques au Canada, ce qui empêche une compréhension approfondie de l'acceptation par le public du partage de données au Canada.



Principaux points de vue | Aperçu des principales lois

- **Thèmes émergents :**
 - Le public est au courant de la législation régissant la protection des renseignements personnels et l'utilisation de leurs renseignements.
 - En général, le gouvernement canadien respecte les droits à la vie privée, mais il y existe des préoccupations au sujet de l'érosion du consentement à l'utilisation des données par le gouvernement.
 - Grandes préoccupations concernant l'utilisation de l'Intelligence artificielle et de la Reconnaissance faciale.
- YK, MB, T.-N.-L, T.N.-O. ont entrepris ou entreprennent des réformes législatives en vue de :
 - stimuler l'innovation par l'entremise du décloisonnement des données entre les ministères;
 - faciliter le partage des données pour fournir de meilleurs services;
 - Faire éviter aux citoyens d'avoir à partager leurs renseignements plusieurs fois;
 - permettre aux données de guider les décisions stratégiques (plutôt qu'aux motivations politiques).
- **La Loi sur la Déclaration adoptée par la Colombie-Britannique** s'harmonise avec la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et constitue le cadre de réconciliation de la province (demandé par les appels à l'action de la Commission de réconciliation de la vérité).
- Augmentation de la législation sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (c'est-à-dire en C.-B., en AB et au QC).
- La volonté politique, l'examen obligatoire de la législation et un bureau actif du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ont aidé certaines administrations à apporter des changements à leur législation du secteur public.
- De nombreuses administrations internationales apportent des changements à leurs lois sur la protection des renseignements personnels.



Recommandations

Les recommandations ont été classées en trois thèmes :



Comprendre les niveaux de confiance du public



Renforcer les relations entre le gouvernement et le public



Améliorer les opérations internes du gouvernement

A

Collaborer avec les citoyens de partout au Canada afin de mieux comprendre leur degré d'acceptation de l'utilisation des données par le gouvernement.

C

Appuyer le gouvernement dans la prise de mesures spécifiques pour promouvoir la transparence afin de construire ou de regagner la confiance.

F

Encourager les gouvernements à établir des autorités centralisées en matière de données.

B

Encourager les gouvernements à établir une surveillance formelle et continue des niveaux d'acceptation par le public canadien de l'utilisation et du partage des données (en mettant l'accent sur l'identification des différences dans les niveaux d'acceptation entre les différentes régions géographiques et les différents groupes démographiques).

D

Encourager les gouvernements à permettre aux citoyens d'opter pour une approche « dites-nous une pour fois », où les données peuvent être partagées avec d'autres ministères pour un ensemble d'utilisations convenues.

G

Éduquer les fonctionnaires sur les renseignements qu'ils peuvent ou ne peuvent pas partager (utilisation secondaire) et les exigences de consentement, conformément aux lois sur la protection des renseignements personnels de leur administration.

E

Faire la promotion de l'établissement des priorités en matière de souveraineté des données autochtones par les organisations gouvernementales.

H

Encourager et appuyer la réforme législative FPTM afin de permettre les utilisations secondaires des données qui ne sont pas actuellement autorisées.

Résumé – Recommandations

CLASSIFIÉ / NON CLASSIFIÉ



#	Recommandation	Complexité	Effort
Thème 1 : Comprendre les niveaux de confiance du public			
A	Collaborer avec le public à l'échelle du Canada en vue de mieux comprendre leur degré d'acceptation de l'utilisation des données par le gouvernement.		
B	Encourager les gouvernements à établir une surveillance officielle des niveaux d'acceptation par le public canadien de l'utilisation et du partage des données.		
Thème 2 : Renforcer les relations entre le gouvernement et le public			
C	Appuyer le gouvernement pour promouvoir la transparence dans le but d'établir ou de regagner la confiance .		
D	Encourager les gouvernements à permettre aux citoyens d'opter pour une approche « dites-nous pour une fois », où les données peuvent être partagées avec d'autres ministères pour un ensemble d'utilisations convenues.		
E	Faire la promotion de l'établissement des priorités en matière de souveraineté des données autochtones par les organisations gouvernementales.		
Thème 3 : Améliorer les opérations internes du gouvernement			
F	Encourager les gouvernements à établir des autorités centralisées en matière de données.		
G	Éduquer les fonctionnaires sur les renseignements qu'ils peuvent ou ne peuvent pas partager (utilisation secondaire) et les exigences de consentement, conformément aux lois sur la protection des renseignements personnels de leur administration.		
H	Encourager et appuyer la réforme législative FPTM afin de permettre les utilisations secondaires des données qui ne sont pas actuellement autorisées.		



Avez-vous des questions

DAVIS PIER